

Le Candidat d'UNION



Marcel DRAUX

CHIROPRACTOR

Est né le 23-12-1920 à la SENTINELLE, marié, 4 enfants.

Sorti de l'Ecole Normale d'Instituteurs du Nord en 1940.

S'engage dans l'Artillerie Coloniale en 1941, dans l'espoir de rejoindre les Forces Combattantes.

L'armée d'A.O.F. demeurant dans le camp de VICHY, il quitte son unité en Mars 1942, pour rejoindre les F.F.L. après une marche difficile et solitaire de 80 km. dans la brousse hostile du FOUTA-DJALON.

Arrêté à la frontière de SIERRA LEONE, ramené au pénitencier des Iles de LOOS, près de CONAKRY, puis incarcéré à la prison de DAKAR, il est inculpe de tentative de désertion à l'étranger en temps de guerre, et condamné à deux ans d'emprisonnement par le Tribunal Militaire pour avoir, selon l'acte d'accusation "Tenté de rejoindre les Forces Dissidentes de l'ex-Général de GAULLE".

Libéré au moment du débarquement allié en AFRIQUE du NORD, il est ensuite nommé Aspirant d'Artillerie.

Démissionne de ce grade en 1949 au moment du scandale des piastres en INDOCHINE.

Chiropractor depuis 5 ans, après des études aux U.S.A., sanctionnées par un diplôme d'Etat.

Ayant dû travailler en usine la nuit pour payer ses cours, ce candidat courageux que nous vous présentons aujourd'hui est, en tant qu'homme entièrement digne de votre confiance.

N'ayant jamais transigé avec sa conscience lors même qu'il y risquait sa vie, Marcel DRAUX ne se prêtera à aucune compromission en tant que votre représentant.

Candidat d'Union Nationale, il ne se présente pas contre les partis classiques. Il demande seulement à tous ces partis qui s'apprêtent à entrer de nouveau en lutte, et à leurs électeurs habituels, d'admettre qu'un compromis est nécessaire dans les circonstances actuelles.

Marcel DRAUX se refuse d'avance à être au service exclusif d'aucun d'entre eux. Il leur promet seulement, mais loyalement, de retenir de leur programme, lorsque l'occasion s'en présentera, tout ce qui est valable et désirable pour notre communauté. N'étant lié à personne, il est le seul actuellement à pouvoir s'honorer de n'être l'ennemi ni même l'adversaire de quiconque.

A ce candidat qui vous fait confiance à tous, vous apporterez en masse, dès le premier tour, le témoignage de votre confiance réciproque.

Vous confirmerez ainsi l'hostilité que vous avez déjà manifestée envers les luttes partisans sans rien renier de votre désir de voir défendre vos libertés essentielles, et votre soif de justice sociale.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

ANDRÉ HOUDART

COMMERÇANT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962

Département du Nord - 19^e Circonscription

Cantons de St-Amand (Rive droite) St-Amand (Rive gauche)
(Valenciennes-Nord)

UNION NATIONALE

**pour le respect des Libertés
et le Progrès Social**

Electrices, Electeurs, Chers Concitoyens,

Ne recherchant pas les honneurs de la vie politique, ayant assez de soucis pour ne pas y ajouter ceux de vaines luttes partisans,

Convaincu qu'il y a des idées et des hommes excellents dans tous les partis, mais convaincu également, comme vous tous, que les tripotages et les tractations se font en fin de compte sur notre dos,

Refusant d'ajouter aux divisions politiques actuelles, je fais appel aujourd'hui **à votre bon sens.**

Lorsque j'ai été sollicité de patronner une liste d'union, ma première réaction fut de refuser, et puis j'ai pensé à la curée qui se prépare.

J'espérais en effet, comme vous tous, qui avez manifesté par votre "NON" au dernier référendum votre hostilité au pouvoir personnel, et comme la plupart de ceux qui n'ont voté "OUI" que par crainte de voir, au départ du Général de GAULLE, un nouveau déchaînement de passions, j'espérais donc que les partis se mettraient d'accord avant les élections pour présenter un candidat d'union nationale. Hélas, il semble qu'en ce domaine chacun se prépare déjà pour le prochain combat.

C'est pour cette raison que j'ai accepté en fin de compte le redoutable honneur de me présenter à vous.

Je prends l'engagement de ne m'apparenter à aucun groupe politique en cours de mandat.

Devant les menaces de subversion de toute nature qui pèsent sur la FRANCE, si nous voulons éviter l'aventure et la guerre civile, je pense, comme vous tous, qu'une trêve s'impose.

A tous ceux qui ne veulent pas d'un retour au passé, et qui ne sauraient abdiquer pour autant leur liberté, je demande de manifester en masse, **dès le premier tour**, leur volonté de réaliser une **trêve politique de 4 ans.**

Je m'engage à soutenir au Parlement toute proposition, tout projet servant le bien public et la justice sociale, quel qu'en soit l'auteur, et sou mets à votre approbation un programme minimum.

Votez NATIONAL

Votez RÉPUBLICAIN

V O T E Z

Marcel DRAUX

Le Comité Electoral

T. S. V. P.

PERSONNES AGÉES

Problème à régler en priorité.

Les vieux doivent être les premiers bénéficiaires de l'Aide aux Pays Sous-Développés, car ils constituent bien au cœur du pays, une véritable nation sous-développée. S'ils ne peuvent plus se tourner résolument vers l'avenir, n'ayons pas la mauvaise conscience d'oublier qu'ils nous ont faits ce que nous sommes.

JUSTICE

Une exigence sur laquelle nous ne saurions transiger, c'est **l'Indépendance absolue de la magistrature envers le Pouvoir Exécutif**.

AGRICULTURE

Sur le plan national : Admettre que l'agriculture en 1962 est devenue une véritable entreprise semi-industrielle, nécessitant une aide de l'Etat pour les investissements et l'écoulement des produits, la garantissant d'une façon efficace contre les calamités publiques et les mauvaises récoltes, et lui réservant sa part dans le programme d'expansion.

Sur le plan local : réunions périodiques avec les représentants des agriculteurs pour étudier les mesures les plus propres à résoudre les problèmes particuliers.

SALARIÉS

La situation est comparable.

Les ouvriers et employés, travailleurs du Secteur Public ou Privé, ont le droit le plus absolu à vivre décemment. Il est donc nécessaire d'associer étroitement les organisations syndicales à la vie économique du pays et à son enrichissement. **Un pays ne peut être riche lorsqu'il existe des pauvres.**

Sur le plan local, les problèmes particuliers seront résolus au mieux par des réunions périodiques avec toutes les organisations syndicales.

PROFESSIONS LIBÉRALES, ARTISANALES et COMMERCIALES.

Trois exigences à satisfaire en priorité :

- Egalité devant l'impôt.
- Suppression de cette taxe injuste et anachronique qu'est la patente.
- Possibilité d'entrer dans le régime général de la Sécurité Sociale, moyennant le paiement des cotisations correspondantes.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE A SOUMETTRE A LA NATION PAR RÉFÉRENDUM

Quoi de plus franc et de plus démocratique ?

Choisir les ennemis de la FRANCE ne peut être laissé à l'appréciation d'un gouvernement.

Le pays tout entier doit dire clairement et directement s'il est disposé à entrer en conflit avec l'un ou l'autre des Grands, ou s'il veut voir appliquer une politique de coexistence pacifique.

Formulons quand même le vœu que la France reconnaisse au plus tôt cette réalité qu'est la CHINE Communiste. N'ayant pu ignorer le F.L.N., il serait vain de vouloir ignorer un pays de 600 millions d'âmes, sous prétexte que son gouvernement n'est pas de notre goût. N'attendons pas en ce domaine qu'il soit trop tard pour agir.

CONSTRUCTION DE L'EUROPE ET FORCE DE FRAPPE A décider par Référendum

SERVICE MILITAIRE

Les formules anciennes, dépassées, doivent disparaître. Le service doit être ultra court puisqu'aussi bien il ne saurait plus être question de mobiliser des millions d'hommes dans une guerre classique.

ALGÉRIE

Nous ne pouvons passer sous silence ce problème brûlant, bien qu'il entre maintenant dans le cadre de la politique étrangère.

Laissant "au vestiaire" des regrets superflus, ne pouvant revenir sur un passé irréversible, qu'il soit permis quand même aux Français d'exprimer à l'ALGÉRIE Indépendante leur volonté d'avoir une politique nette : ou bien une collaboration sincère qui ne puisse être remise en cause chaque mois, ou bien le retrait pur et simple de l'aide française. Il serait en effet particulièrement odieux de continuer notre aide en argent et en techniciens à un pays qui déciderait de devenir notre ennemi, alors que nos écoliers manquent de locaux et de maîtres, que nos mineurs vivent dans des corons, et qu'à quelques kilomètres de chez nous, des communes rurales sont encore à attendre l'installation de l'eau potable.

Pour la Défense de ce Programme

VOTEZ UNION NATIONALE

VOTEZ MARCEL DRAUX



André HOUDART

REMPLOÇANT ÉVENTUEL